



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

ARRESTATION ABUSIVE A ROUYN-NORANDA : LA COALITION MAIN ROUGE ET LE FRAPRU DENONCENT LE PROFILAGE POLITIQUE

Montréal, lundi 2 mai 2016 — La Coalition Main Rouge (ou Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics) et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) dénoncent vivement l'arrestation abusive et brutale d'un manifestant interpellé durant une occupation de bureaux, qui a eu lieu vendredi dernier à Rouyn-Noranda en Abitibi-Témiscamingue.

L'occupation en question s'est déroulée dans l'édifice où se situe le bureau du député et ministre des mines Luc Blanchette, avenue Principale à Rouyn-Noranda et répondait à l'appel de la Coalition Main rouge dans le cadre de sa journée nationale d'actions pour un réinvestissement massif dans les programmes sociaux et les services publics.

« Parmi toutes les actions organisées vendredi dernier dans diverses régions du Québec, dont plusieurs étaient très similaires à celle de Rouyn-Noranda, aucune n'a fait l'objet d'intervention policière aussi abusive et démesurée », commente Céline Magontier, porte-parole de la Coalition Main Rouge.

« Je connais bien le militant en question puisqu'il fait partie d'un de nos groupes membres et qu'il s'est beaucoup impliqué sur la question du logement. Il s'avère que celui-ci a une personnalité très calme, comme nous pouvons le constater sur la vidéo tournée par une télé locale, qui circule toujours dans les médias sociaux. Il est clair dans cette vidéo qu'il s'agit d'une arrestation abusive. Non seulement le militant arrêté ne fait preuve d'aucune agressivité, mais il offre même de quitter les lieux. C'est très inquiétant pour la liberté de manifester, et, encore plus fondamentalement, pour la liberté d'expression quand on sait les impacts de ce genre d'arrestation - division, jugement, climat de peur – au sein de petites communautés », dénonce François Saillant, Coordonnateur du FRAPRU.

« Voilà un exemple qui ressemble fort à du profilage politique. Sinon, pourquoi avoir visé ce militant en particulier ? Ce n'est pas la première fois que des agents de la Sûreté du Québec briment les libertés politiques de citoyens et citoyennes de l'Abitibi-Témiscamingue dans le cadre d'actions comme celles de vendredi. Le 1^{er} mai 2015, la Sûreté du Québec avait aussi arrêté un manifestant de manière tout à fait arbitraire », s'indigne la porte-parole de la Coalition Main Rouge.

Au nom de la liberté d'expression et du droit de manifester, les arrestations abusives n'ont pas lieu d'être en Abitibi-Témiscamingue comme partout au Québec.

- 30 -

Pour plus d'informations :

François Saillant, pour le FRAPRU (cellulaire : 514 919-2843; travail : 514 522-1010)

Céline Magontier, pour la Coalition Main Rouge (cellulaire : 514 850-1431; travail : 514 522-1010)

www.frapru.qc.ca

www.nonauxhausses.org